



COOPERATIVES EUROPE
COMMON PLATFORM OF A REINFORCED
COOPERATION BETWEEN THE ICA-EUROPE AND
THE CCACE

<http://www.coopseurope.coop>

Bruxelles, le 18 novembre 2005.

RÉPONSE DE **COOPERATIVES EUROPE** À LA CONSULTATION DE LA COMMISSION SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION SUR LES AIDES D'ÉTAT À L'INNOVATION

« COOPERATIVES EUROPE » est la nouvelle plateforme commune à l'ensemble des coopératives européennes. En effet, l'Union européenne, compte plus de 300.000 coopératives, représentant au minimum 4,8 millions d'emplois directs. Il s'agit d'un mouvement fortement ancré dans son tissu économique et social. « COOPERATIVES EUROPE » coordonne les actions de l'Alliance Coopérative Internationale pour la région Europe (ACI-Europe) et du Comité de Coordination des Associations de Coopératives Européennes (CCACE).

REMARQUES GENERALES

« COOPERATIVES EUROPE » est d'avis qu'il convient de retenir une vision large de l'innovation, qui ne doit pas se limiter aux technologies de l'information ou de la communication (TIC) ou aux méthodes de production. Le fait d'apporter une réponse économique à des problèmes sociétaux, d'appréhender le marché avec de nouveaux modes organisationnels doit également être pris en considération. Poursuivre une approche limitée aux TIC, risque de laisser de côté d'autres initiatives qui bien que participant à une meilleure compétitivité et cohésion sociale ne seraient plus prioritaires aux yeux des autorités nationales ou régionales.

A cet égard, « COOPERATIVES EUROPE » estime que :

- soit dès son préambule la Commission devrait préciser et expliciter que son approche est concentrée sur les seules TIC ; ce qui soulèverait l'ambiguïté ou la mauvaise perception de certaines questions posées. Cela permettrait également d'ouvrir une réflexion ultérieure complémentaire indispensable sur le soutien lié à une perception plus large de l'innovation;
- soit elle a une approche plus large, et alors sa question 5 doit être reformulée.

La coexistence de la formulation de la question 5 dans l'approche actuelle est à rejeter.

En outre, la Commission limite son approche d'aide aux seules phases de démarrage et de développement des PME. Elle semble oublier les besoins technologiques (hard et soft) notamment en cas de transmission, de restructuration...

« COOPERATIVES EUROPE » estime que les bénéficiaires des aides d'État à l'innovation devraient être en priorité et dans certains cas exclusivement les PME. Il convient en tout cas de veiller à ce que le bénéficiaire final de l'aide et que l'impact de cette dernière se situe au sein de l'Union européenne.

« COOPERATIVES EUROPE » estime que les aides d'Etat en matière d'innovation sont plus efficaces lorsqu'elles sont accordées dans un contexte général de soutien en matière de services aux entreprises et en infrastructure.

QUESTION 1 - Selon vous, est-il judicieux de ne pas élaborer un encadrement distinct applicable à l'innovation? Pensez-vous que les nouvelles possibilités en matière d'aides d'État doivent cibler des activités spécifiques dans le domaine de l'innovation?

Un encadrement juridique distinct suppose au préalable une définition claire et reconnue de ce qui est compris par innovation. Tel n'est pas le cas actuellement, même si la Commission retient dans sa communication une approche limitée aux TIC. Dans ce cas, il est préférable de cibler des actions spécifiques, en les encadrant avant réalisation.

QUESTION 5 - Les personnes intéressées sont invitées à fournir des preuves empiriques de l'opportunité d'une autorisation des aides d'État en faveur de l'innovation non technologique, notamment dans les secteurs des services.

Dans sa communication, la Commission part du postulat « que le fait d'autoriser des aides d'État à l'innovation non technologique sur base de règles ex ante comporte des risques considérables (..) car de telles aides pourraient se rapporter à pratiquement n'importe quelle activité habituelle des bénéficiaires ». « COOPERATIVES EUROPE » ne partage pas cette approche car l'argument pourrait également s'appliquer à certaines activités liées aux TIC. Par ailleurs, des organisations coopératives ont monté ou développé des projets entrepreneuriaux innovants sur le plan organisationnel et/ou investissant dans le capital humain qui ont eu un impact reconnu sur la cohésion économique et sociale. Ces projets concernent des services aux citoyens ou aux entreprises. Il est rappelé que certaines initiatives coopératives menées dans le cadre de l'insertion par l'économie avaient été attaquées au nom de droit de la concurrence communautaire sur les aides d'État. Par conséquent, « COOPERATIVES EUROPE » soutient l'idée d'une réflexion sur l'octroi d'aide d'État lorsqu'elles incitent par exemple à l'engagement de travailleurs en difficulté.

QUESTION 6 -Les règles applicables aux aides d'État à l'innovation devraient-elles prévoir des primes régionales à des fins de cohésion? Devraient-elles varier en fonction de la situation géographique de la région, indépendamment des questions de cohésion?

- « COOPERATIVES EUROPE » a quelques interrogations sur la première proposition. En effet, l'approche de la Commission étant limitée aux TIC, il y a un risque de prioriser cette dimension dans l'attribution des aides régionales à des fins de cohésion au détriment d'autres secteurs d'action.
Si une réflexion va dans ce sens, « COOPERATIVES EUROPE » est pour une approche optionnelle et encadrée tant au niveau des objectifs à poursuivre que de la proportionnalité entre aides à l'innovation et prime régionale. Actuellement, ainsi que le rappelle elle-même la Commission, une aide à l'innovation peut être cumulée avec une aide à finalité régionale car elle se rapporte à des coûts admissibles différents.
- C'est très souvent dans les régions isolées géographiquement ou en difficulté économique et sociale que les initiatives coopératives sont particulièrement dynamiques. Les règles en matière d'aides d'État devraient tenir compte de ces éléments et une approche particulière vis-à-vis des nouveaux pays membres devrait être envisagée.
(Dans le cadre des pôles d'excellence, voir également la réponse aux questions 17 et 18).

QUESTION 8 - Approuvez-vous les critères proposés aux fins de la définition des entreprises innovantes en phase de démarrage, l'approche consistant à ne pas définir les coûts admissibles, de même que les montants d'aide et les règles relatives au cumul? Selon vous, y a-t-il lieu d'établir des critères d'éligibilité différents pour les secteurs de haute technologie, tels que la biotechnologie et le secteur pharmaceutique, qui se caractérisent par de longs délais de développement et de commercialisation des produits?

« COOPERATIVES EUROPE » partage la proposition de la Commission de ne pas adopter de critères prédéterminés s'agissant des "coûts admissibles" pour éviter une complexité bureaucratique excessive du régime d'aide.

En ce qui concerne les critères du démarrage, tout en comprenant la nécessité de définir une règle générale, il convient peut-être de prévoir des modulations en fonction des secteurs.

QUESTION 10 -Pensez-vous que d'autres catégories d'aides d'État, outre les aides consenties actuellement pour le capital-investissement, soient nécessaires pour aider les PME européennes à développer leurs activités au-delà de la phase de démarrage? Dans l'affirmative, quelles sont-elles?

Dans le cadre de l'innovation, « COOPERATIVES EUROPE » attire l'attention de la Commission sur l'intérêt du soutien des aides destinées à faciliter l'accès au capital risque, notamment pour les coopératives PME. Dans ce contexte, une augmentation des seuils maximums de participation aux fonds de capital de risque serait souhaitable.

QUESTION 13 - Quelle serait votre position concernant un soutien accordé spécifiquement à des intermédiaires en innovation qui fusionnent ou mettent en place une association momentanée en vue d'atteindre une taille critique dans un domaine technologique spécialisé? L'aide à l'investissement devrait-elle être autorisée dans ce contexte? Dans l'affirmative, à quelles conditions? Quelles autres mesures pourrait-on envisager?

- Compte tenu de l'approche retenue par la Commission de l'innovation dans cette communication, il convient de rédiger intermédiaire en innovation technologique.
- Il est nécessaire de cibler ce que l'on entend par intermédiaire en innovation.
- « COOPERATIVES EUROPE » estime que si les regroupements sont souhaitables pour permettre un déploiement des activités, notamment sous la forme d'une coopérative européenne, il convient de ne pas concentrer l'octroi d'aides sur cet objectif. Cela pourrait étouffer le développement ou le maintien de petites entités qui ont cependant un impact sur le développement économique et social régional et local (importance de la proximité).
- L'efficacité de cette mesure sera renforcée si elle se situe dans un contexte général de soutien au développement de l'entreprise.
- « COOPERATIVES EUROPE » rappelle que les sociétés coopératives sont actives dans le secteur de l'intermédiation en innovation. Dans certaines régions (ex : Pays-Basque) ces initiatives ont un impact remarquable sur le développement économique et social et servent de base à un développement transfrontalier de l'activité.

QUESTION 14 - Existe-t-il des éléments tendant à montrer que les PME devraient bénéficier d'une aide également pour le recrutement d'autres catégories de personnel hautement qualifié?

La valorisation du capital humain est un facteur important de compétitivité, il est donc nécessaire qu'elle soit soutenue. Le coût de l'engagement de personnel hautement qualifié est dans certains secteurs un obstacle pour les PME, notamment en phase de démarrage ou de restructuration. La formation du personnel aux TIC représente également un investissement que les PME ont de la difficulté à engager compte tenu du caractère parfois à long terme des effets positifs de cet engagement.

QUESTION 17 - Pensez-vous que des aides d'État devraient être autorisées pour promouvoir les centres européens d'excellence ? Dans l'affirmative, quel type d'aides d'État, pour quelles raisons et dans quelles conditions ? Quelles autres mesures pourrait-on envisager?

Il convient de cibler dès le départ et de façon précise les objectifs et publics cible des pôles d'excellence. En tout état de cause, ainsi que le prévoit la Commission dans sa communication, les aides d'État ne devraient être accordées qu'aux PME, en veillant également à l'impact à la fois et sur la compétitivité et sur la cohésion sociale de l'attribution.

QUESTION 18 - D'autres critères doivent-ils être ajoutés pour éviter que les aides d'État soient fragmentées et pour encourager la concentration des ressources dans un nombre limité de pôles d'excellence ?

« COOPERATIVES EUROPE » comprend la nécessité de concentrer les ressources pour éviter une multiplication non efficiente des aides octroyées en matière de mise en place de pôle d'excellence. Toutefois, dans ce cadre il convient de veiller à une certaine complémentarité et aussi à un équilibre géographique dans les pôles d'excellence bénéficiant d'un soutien. Une coordination devrait donc être assurée.

Contact : Agnès MATHIS - a.mathis@coopseurope.coop